



« Élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. » Lazare Carnot

Sarkozy, est-ce bien raisonnable ?

Lettre ouverte aux électeurs de François Bayrou et à bien d'autres encore

Tract distribué par Solidarité et Progrès et son mouvement de jeunes pour le deuxième tour de la présidentielle.

Nicolas Sarkozy souhaite « rassembler autour du nouveau rêve français ». Il veut « redonner espérance à tous ceux que la vie a brisés ». Il veut « dire à tous les Français qui ont peur de l'avenir, qui se sentent fragiles, vulnérables, qui trouvent la vie de plus en plus lourde, de plus en plus dure », qu'il « veut les protéger ». Au soir du premier tour, salle Gaveau, nous l'avons entendu voulant ainsi ce qu'auparavant il nous avait caché. Faut-il croire à cette énième conversion en dame patronnesse du caméléon politique de la droite ? Peut-il représenter la « nouvelle politique », la « force nouvelle » que François Bayrou a vu naître lors de cette même soirée ? Est-il cohérent, au nom de tout ce qui a inspiré la campagne de François Bayrou, de voter Nicolas Sarkozy au second tour ? Se poser ainsi

la bonne question, c'est déjà y répondre. Bien sûr, Talleyrand disait: « Méfiez-vous du premier mouvement, c'est le bon. » Alors, au nom du sentiment, doit-on refuser de voter pour Nicolas Sarkozy sans plus réfléchir ? Non, car le courage et la raison, en politique, exigent qu'on aille au-delà de son premier mouvement, pour vérifier que la réponse de la raison est la même que celle du cœur.

Il faut bien constater qu'à l'analyse, la réponse est, s'il se peut, encore plus claire.

Ce qui emporte d'abord notre conviction est la réponse faite par notre ancien ministre de l'Intérieur au mensuel *Philosophie Magazine* (n° 8, avril 2007) sur la question du déterminisme génétique, par laquelle il s'inscrit dans une tradition qui a conduit à tous les totalitarismes du XX^e siècle. Il a déclaré ceci : « *J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile... Il y a 1200 ou 1300 jeunes qui se suicident en France chaque année, ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupé ! Mais parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité, une douleur préalable... Les*



Théâtre de rue improvisé à l'université de Lyon par les jeunes de Solidarité et Progrès : Sarko, le maître (à g.) et diffusion de tracts dans le centre ville.



circonstances ne font pas tout, la part de l'inné est immense ». Si l'on admet cette affirmation, tout ou presque est écrit d'avance, et le libre arbitre est un leurre. La conséquence est la mise en place d'une organisation sociale « démocratiquement » fondée sur une

correction biologique de toutes les formes de déviance. M. Sarkozy a d'ailleurs exprimé sa volonté d'organiser le dépistage collectif, dès l'âge de trois ans, des troubles du comportement. Nous entrerions avec lui dans le *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, l'essayiste

anglais qui décrit avec complaisance la société totalitaire de l'avenir, et dont le titre a été repris par une luxueuse revue parisienne qui réunit le ban et l'arrière-ban des néo-conservateurs français favorables au candidat Sarkozy Nicolas. ↳ Page 2

Appel à tous les Français et Françaises

Toi qui bravas le feu au chœur de Notre-Dame
Et sacras notre Roi à Reims un soir d'été
Tu viens auprès de nous comme une ombre portée
Toujours quand du flambeau se rallume la flamme

Tantôt es-tu homme et tantôt es-tu femme
Qui ose ce que personne alors n'avait osé.
Tantôt es-tu visage par le bourreau brisé
Pour que se renouvelle l'élan de notre lame.

Parfois tu portes un siècle au bout d'un glaive nu
Ou mieux en quelques vers au-delà du connu
Tu inscris l'épopée dans l'harmonie d'un soir.
Mais par-delà les fleuves hantés de bateaux ivres
Relevant le défi des rats mangeurs de livres
Serais-je cette ombre-là venue de notre histoire ?

DANS CE NUMÉRO

FRANCE	SÉGOLÈNE ROYAL, NOTRE VOTE NÉCESSAIRE	2
ENVIRONNEMENT	L'ESPRIT HUMAIN FAIT-IL PARTIE DE LA BIODIVERSITÉ ?	3
ALLEMAGNE	LA POLICE ET LA JUSTICE ALLEMANDES DÉJOUENT LES BASSES MANŒUVRES DES SERVICES BRITANNIQUES CONTRE LAROUCHE	4
AMÉRIQUE DU SUD	KUCINICH : PROCÉDURE DE DESTITUTION CONTRE CHENEY	7
ÉTATS-UNIS	LE LOBBY DES JEUX VIDÉOS VIOLENTS ET DICK CHENEY	8

L'optimisme technologique est de retour De grands projets pour l'Eurasie et au-delà

Lyndon LaRouche l'a encore rappelé lors de sa conférence internet du 1^{er} mai : le monde se trouve au bord du plus grand krach financier de tous les temps et il n'est plus possible de sauver le système financier et monétaire actuel. La crise de la bulle hypothécaire aux Etats-Unis n'est qu'un avant-goût de ce qui pourrait arriver. Par conséquent, il faut passer au plus vite de nouveaux accords internationaux prévoyant l'établissement d'un nouveau système, rappelant dans ses principes celui créé à Bretton Woods en 1944. A partir de là, et sur la base d'une entente entre les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde, il faut relancer l'économie physique réelle mondiale à l'aide d'énormes projets infrastructurels intégrant les technologies les plus avancées.

Le *Pont terrestre eurasiatique*, proposé par notre mouvement politique depuis plus de dix ans, indique la direction à prendre. Le débat sur le train à lévitation magnétique (maglev) est lancé en Europe, en Asie, en Ibéro-Amérique et même au Moyen-Orient. La Chine en est à l'avant-garde et le Japon vient d'opter pour son propre système de maglev plutôt que de moderniser son rail à grande vitesse.

En Russie, on envisage plusieurs « mégaprojets » pour développer et peupler la vaste région orientale du pays. Lors d'une conférence de l'Académie des sciences, le 24 avril à Moscou, il fut discuté d'une liaison entre l'Extrême Orient de la Russie et le Canada, via un tunnel multifonction sous le détroit de Béring. Les participants ont écouté avec le plus grand intérêt le message envoyé à la conférence par Lyndon LaRouche, connu pour sa défense des grands projets infrastructurels.

Dans la même veine, on assiste à un renouveau de l'énergie nucléaire dans le monde, seule source énergétique permettant de mettre en oeuvre le type de développement économique à grande échelle dont le monde a besoin. La Russie vient ainsi de lancer la première centrale nucléaire flottante au monde. Cependant, il reste encore à mettre au point et à commercialiser les réacteurs à haute température, notamment pour les pays du tiers-monde.

Avec cette dynamique de développement, on reléguera à leur juste place les prétendus « écologistes » et autres oligarques qui condamnent nos sociétés à la régression économique et au pessimisme culturel.

Voir nos articles pages 5 et 6

Ségolène Royal, notre vote nécessaire

Jacques Cheminade
Le 23 avril 2007

« Crois pas c'qu'ils te disent, un autre monde est possible »

« Lutte pour él'ver celui qui m'écoute »

Avant l'Album, Axiom

Nous voterons contre Nicolas Sarkozy et donc pour Ségolène Royal. Sans arrière-pensées ni hésitations, car si l'ancien ministre de l'Intérieur venait à occuper le fauteuil présidentiel, la France se soumettrait à la stratégie politique de MM. Blair, Cheney et Bush. Elle deviendrait ainsi un pion sans âme de l'oligarchie financière.

Le pedigree de M. Sarkozy est clair :

① Il est l'ami des néo-conservateurs américains dont il a longtemps recherché les faveurs. Il n'a pas hésité, après avoir visité M. Bush, à prendre des positions contraires à celles de son pays et de son propre gouvernement. Il fréquente assidûment le dirigeant de la droite de la droite israélienne, Bibi Netanyahu.

② Sa politique économique a toujours été ultra-libérale et sélectivement répressive. Au ministère de l'Économie et des Finances, il a ouvert la Bourse de Paris aux capitaux étrangers et pratiqué l'austérité sociale vis-à-vis des travailleurs. Au ministère de l'Intérieur, il a été dur vis-à-vis de la petite délinquance des plus démunis et laxiste vis-à-vis de la grande délinquance financière.

③ Sa personnalité n'est pas fiable par rapport aux responsabilités auxquelles il prétend. Refusant toute introspection, rejetant comme absurde le « connais-toi toi-même » de Socrate, il pratique une fuite en

avant dans l'activisme et la recherche du pouvoir pour le pouvoir.

④ Il est prêt, pour exercer ce pouvoir, à être un homme de caoutchouc, mêlant Valmy, la France Libre et Jaurès à des compliments aux électeurs du Front national et à des références aux croisades.

Il se prétend le « protecteur » de tous les Français qui ont « peur de l'avenir », alors que, de fait, il a été et demeure le protecteur-protégé des Bouygues, Lagardère et Bolloré, sans

La barre doit être placée haut, car c'est à un retour du fascisme que nous devons faire face aujourd'hui, comme pendant la crise des années trente.

parler d'autres plus exotiques. Au sens propre du terme, sa candidature est inadmissible : pour lui, la France n'est pas cette « certaine idée » du général de Gaulle, mais un conglomérat d'intérêts dont il croit pouvoir devenir le maître et dont il est en réalité le serviteur.

Le vote pour Ségolène Royal se justifie donc pleinement pour éviter que Nicolas Sarkozy arrive au pouvoir. Il faut cependant le dire franchement : en ce 23 avril, le vote du premier tour lui offre toutes les chances de l'emporter au second. Une campagne comme celle de Lionel Jospin contre Jacques Chirac en 1995, n'apportant rien entre les deux tours, serait donc un désastre pour nous tous.

Ségolène Royal, qui, dans sa déclaration du 22 avril, a condamné les puissances de l'argent et la loi des marchés financiers, doit proposer une politique plus hardie et plus précise, qui fasse sauter le verrou du contrôle de l'oligarchie. Sans être aventuriste, cette politique doit avoir pour horizon un nouvel ordre économique et monétaire international, un nouveau Bretton Woods et un Pont terrestre eurasiatique « de l'Atlantique à la mer de Chine », vers l'Inde, la Russie et la Chine, une Europe réellement vouée à de grands projets, de grands travaux et des échanges culturels dignes de ce nom et une France, comme elle l'a

dit, retrouvant l'élan social de l'après-guerre et en particulier du préambule de la Constitution de 1946. La barre doit être placée haut, car c'est à un retour du fascisme que nous devons faire face aujourd'hui, comme pendant la crise des années trente.

En négatif, Ségolène Royal doit organiser le combat contre Bush, Cheney et Blair et les intérêts qui les promeuvent, en prenant sérieusement contact avec ceux qui les combattent aux États-Unis.

En positif, elle doit proposer une politique de banque nationale et de crédit productif public pour financer les travaux et les projets nationaux et européens.

Il s'agit d'un changement profond, mais en période de crise, un éléphant qui extrapole mène au désastre. Il nous faut une femme libre, pour surmonter la crise du monde et de notre pays par des initiatives audacieuses rompant avec la règle du jeu, y compris de son propre parti. Si elle le fait, Ségolène Royal, avec son propre instinct et son mauvais caractère – qui est une qualité dans la tempête –, peut l'emporter.

Nous l'espérons. Quant aux électeurs de M. Bayrou, il serait immoral et ridicule que, d'abord attirés par la présence d'une « force nouvelle », ils se rallient ensuite piteusement au candidat de MM. Santini (l'homme des machines à voter douteuses), de Robien et Douste-Blazy. Et qu'ayant voté ou cru voter au premier tour contre une société bloquée, ils donnent leur voix au second tour à celui qui va davantage la verrouiller et l'asservir.

Ce n'est pas dans l'ignorance des dangers qui nous entourent mais en les défiant à leur juste mesure que nous trouverons notre salut. En rétablissant une société belle, non plus livrée à cette ridicule foire aux vanités qu'ont été les débats d'après les résultats du premier tour, mais trouvant des hommes et des femmes capables de dépasser l'éternel conflit entre le naturel et le rationnel, et de mettre leurs émotions les plus intimes et les plus intenses au service de la justice et de la raison.

Tel est l'enjeu du second tour, et c'est pourquoi nous devons écarter du pouvoir la déraison et l'injustice de Nicolas Sarkozy, ce qui est possible pourvu que nous préparions une réelle relève.

... Sarkozy, est-ce bien raisonnable ?

Suite de la page 1 >

Cet étiquetage de produits humains par une « droite décomplexée » est la conséquence d'un ultra-libéralisme économique qui fait toujours prévaloir la loi du plus fort, avec sa justification génétique. Car c'est bien des gouvernements auquel M. Sarkozy a appartenu qui ont créé les conditions pour que les grands intérêts financiers multinationaux prévalent en France, avec une Bourse de Paris livrée à celle de New York et les principaux dirigeants du CAC 40 gagnant plusieurs centaines de fois le SMIC.

Ajoutons qu'il serait, dans ce contexte, immoral que les électeurs de M. Bayrou, attirés par la naissance d'une « force nouvelle », se rallient au candidat de M. Santini (l'homme qui a aidé Nicolas Sarkozy à transmettre des parrainages à M. Le Pen), de M. de Robien et de M. Douste-Blazy, usés sous le harnais de l'opportunisme politicien. Et qu'ayant voulu voter au premier tour contre une société bloquée, ils puissent voter au second pour

celui qui la verrouillerait davantage.

Enfin, M. Sarkozy, après avoir visité M. Bush, n'a pas hésité à prendre des positions opposées à celle de son pays et de son propre gouvernement, même s'il a ensuite, opportunisme électoral oblige, soutenu la politique étrangère de Jacques Chirac. Son laxisme vis-à-vis de la grande délinquance financière et des catégories fiscales favorisées n'a d'égal que sa sévérité vis-à-vis des « plus petits d'entre les nôtres » qui, dans les banlieues, cèdent au vent de la révolte.

PROTECTEUR-PROTÉGÉ

Bref, s'il se prétend le protecteur de tous les Français qui ont peur de l'avenir, il a été et demeure le protecteur-protégé des Bouygues, Lagardère et Bolloré, sans parler d'autres plus exotiques. La France est pour lui un conglomérat confus d'intérêts financiers, masqués par des références citées

Le vote électronique contesté

Le dimanche 22 avril, 1,5 million de personnes ont été amenées à voter sur des machines électroniques. Le vote s'est effectué non sans peine pour certains, coincés dans des files d'attente interminables, stoppés par des problèmes techniques... Suite à cela, la ville d'Amiens tout d'abord, puis celle de St Malo vont à nouveau utiliser le vote papier pour le second tour ainsi que pour les prochaines législatives.

Des voix d'opposition, comme celle de Mme Enguehard, avaient déjà tissé un terrain de controverse vis-à-vis de ce type de vote qui, vu les événements, a sans doute poussé les élus à revenir pour plus de transparence et de fluidité au vote papier.

Une étude menée par un laboratoire de l'université Paul Verlaine de Metz montre clairement que les machines à voter sont tout d'abord pénalisantes pour les personnes à visibilité réduite et se révèle une vraie source de discrimination ; Selon Gabriel Michel du laboratoire de Psychologie de Lorraine : « Les machines à voter que nous avons pu étudier vont poser d'énormes problèmes d'accessibilité aux déficients visuels et seront pour eux une vraie source de discrimination. Avec trois autres chercheurs (...) nous avons mis en évidence que la procédure de vote était trop complexe et que l'ergonomie (écran tactile, touches en relief, dialogue vocal...) n'était pas adaptée à de nombreux handicaps. Pour en avoir le cœur net, nous avons procédé à des tests utilisateurs dont les résultats sont éloquentes : sur 4 déficients visuels placés dans des conditions idéales (pas de bruit, de pression), seul 1 a réussi son vote ! Concernant les plus de 65 ans, nos tests ont également montré que 4 seniors sur 7 n'arrivaient pas à voter avec ces machines. » L'étude estimait que sur les 1,5 million de personnes à qui on devait proposer le vote électronique au premier tour, « 25 % risquent de se tromper de candidat, de ne pas arriver au bout de leur vote ou de rebrousser chemin. Ce qui représente pour cette élection pas moins de 375 000 électeurs ! ».

La marge d'erreur est donc importante. D'autant plus que comme, l'expérience américaine nous l'a montré (2000/2004), en cas de résultats extrêmement serrés, les risques de contentieux judiciaires seront très élevés. Sans parler des multiples possibilités de manipuler les programmes informatiques... ●



Le 1^{er} mai, les jeunes cheminadistes étaient présents au meeting de Ségolène Royal au stade Charléty, avec une banderole appelant la candidate à se transcender pour assurer sa victoire. Vous pouvez vous procurer les tracts qu'ils ont distribués sur : <http://www.solidariteetprogres.org/spip/IMG/pdf/230407.pdf> et sur <http://www.solidariteetprogres.org/spip/IMG/pdf/230407bis.pdf>

Nouvelle
Solidarité

Bimensuel de la France républicaine
www.solidariteetprogres.org
postmaster@solidariteetprogres.org

PARIS

Solidarité & Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Tél. : 01 76 69 14 50
Fax : 01 47 39 05 80

RHÔNE-ALPES

Solidarité & Progrès
B.P. 1049 - 69201 Lyon Cedex 01
Tél. : 06 20 88 97 32
solidariteprogres.ra@free.fr

BRETAGNE

M.B.E. 163 39 bd de la Liberté -
35000 Rennes
Tél. : 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95
solidariteetprogres35@hotmail.com

CANADA

Comité pour la République du Canada
Caucus Distributeurs Inc.
B.P. : 3011 Succ. Youville, Montréal,
QC. H2P-2Y8 CANADA
Tél. : 514 855 1699/1739
Fax : 514 855 0890
ecrivez@comiterepubliquecanada.ca
<http://\comiterepubliquecanada.ca>

Dir. de publication : Karel Vereycken
Rédactrice en chef : Christine Bierre
Publié par Solidarité et Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Dépôt légal à parution
Commission paritaire N° 0308 P 11222
ISSN 0339-5936

Diffusion électronique

L'esprit humain fait-il partie de la biodiversité ?

Alise Franck
Paris

«**O**ui, la biodiversité c'est la nature vivante, toute la nature, sur terre et sur mer, dans les villes et dans les champs, hommes et femmes compris. [...] Oui, la biodiversité c'est nous, être humains, cousins des chimpanzés, aussi nombreux que divers. Nous qui avons appelé biodiversité ce tissu vivant qui couvre et anime la planète, cette biosphère dont nous sommes l'un des fruits et dont nous dépendons, comme le petit enfant de sa mère, la puce de son rat, la vache du paysan qui l'élève. » Voici un extrait de l'affiche directrice de l'« Opération biodiversité » menée au sein de l'Education nationale. Elle est accompagnée de tout un kit pédagogique de 21 affiches, représentant animaux et paysages, ainsi que de 21 thèmes abordés sous forme de dossiers, tel que « Vivre ensemble – 6,5 milliards d'hommes », « Economie d'énergie » ou « le Climat change », (le tout accessible sur internet). En réalité, cela fait partie d'un programme de grande ampleur activement répandu par l'UNESCO. Plusieurs hypothèses sont développées. Comme vous avez pu le lire dans la citation de départ, aucune distinction n'est amenée entre l'Homme et l'animal. On peut donc se comparer à des chimpanzés, des puces. Et si l'on regarde le contenu du programme, c'est effectivement cette image de l'humanité

qui y est défendue.

Tout a commencé en 1977 avec la circulaire 77-300 d'août, rendant obligatoire dans le processus d'éducation un enseignement sur l'environnement. De là s'est instaurée une filière pédagogique E.E.D.D (« Education à l'environnement pour un développement durable »), qui a été renforcée en juillet 2004 :

« [La présente circulaire] s'inscrit dans la stratégie nationale en faveur du développement durable, adoptée par le gouvernement en juin 2003, qui souligne le rôle déterminant du système éducatif. La prise de conscience des questions environnementales, économiques, socioculturelles doit, sans catastrophisme mais avec lucidité, les aider à mieux percevoir l'interdépendance des sociétés humaines avec l'ensemble du système planétaire et la nécessité pour tous d'adopter des comportements propices à la gestion durable de celui-ci ainsi qu'au développement d'une solidarité mondiale »

**CHARTRE DE L'ENVIRONNEMENT :
ON NE DOIT PAS
JOUER AVEC LE FEU !**

Cette charte, qui a été ratifiée au nom du peuple français en mars 2005, a valeur de loi constitutionnelle. La volonté affichée de permettre aux enfants d'appréhender le monde qui les entoure, le futur qu'ils vont devoir bâtir, a été totalement violée en laissant les thèses d'Al Gore et

des militants anti-développement guider le déroulement des idées.

Grâce à cette Charte, toutes les thèses de la décroissance aujourd'hui défendues par la majorité des écologistes ont pu être abordées à travers différentes problématiques. Par exemple, au collège il est demandé en histoire/ éducation civique : « La croissance démographique est-elle un frein au développement ou peut-être un atout ? ». C'est sans

C'est en profitant de la sensibilité des enfants, en suscitant l'émotion par des images et problématiques clairement orientées, que sont formés des adultes obsédés par les calculs comptables sur les ressources existantes...

surprise que dans tout le dossier « Vivre ensemble – 6,5 milliards d'hommes », seule la démographie africaine et en particulier celle de la Côte d'Ivoire est étudiée, mettant en avant les problèmes d'exploitation du territoire, l'analphabétisme, l'explosion des villes et la sous-nutrition. En classe de 5ème, les pistes de travail envisagées proposent de

répondre à la question : « Quels problèmes engendre une fécondité élevée ? » On retrouve là un flagrant délit de débat à sens unique, où il est impossible de penser qu'il faudrait plus de monde pour humaniser les terres arides et mortes, dont les « bobos » préfèrent afficher les images exotiques dans leurs salons. De plus, la thèse est soutenue jusqu'en fin de lycée, on le voit à travers cet exemple de question posée en termi-

LES COUPABLES DOIVENT ÊTRE JUGÉS

Quand on cherche plus loin pour comprendre quel type d'individu est en train de faire cela, la réponse devient plus évidente. Le nom le plus récurrent sur le site du ministère de l'Education est celui de Yann Arthus Bertrand. Connue du grand public pour ses expositions photos et son livre *La*



Encore un petit effort, Monsieur Bayrou, économiquement toujours à droite

Au cours de sa conférence de presse à Paris, à laquelle il a annoncé qu'il ne se désisterait ni pour Royal ni pour Sarkozy, le président de l'UDF a assuré qu'il n'était plus de « droite ». A une intervenante qui lui demandait s'il allait donc remplacer certains de ses conseillers économiques, banquiers pour quelques-uns, dont les conceptions sont plus conservatrices que celles de Nicolas Sarkozy, tels Jean Peyrelevade, Charles-Amédée de Courson ou Michel Pébereau, François Bayrou a répondu qu'il allait définitivement garder Jean Peyrelevade et se recommanda d'autres économistes ou chefs d'entreprise dont les conceptions venaient d'être publiées dans *Le Figaro*. Il s'agit de Michel de Fabiani, ancien PDG de BP France et BP Europe, d'Edouard Tetreau, analyste financier à la tête de la société de conseil Médiafin, de Christophe Tezenas du Montcel, de la société Cardial, ou de Christian Saint-Etienne, l'un des piliers du programme bayrouiste.

Deux choses communes à la plupart de ces hommes : sur les questions économiques, leur cœur balance pour Sarkozy plutôt que pour Royal et ils semblent avoir pour seule obsession les déficits publics et la dette, ainsi que la nécessité de mener une politique d'austérité pour en finir.

Voici comment *Le Figaro* du 25 avril et son cahier économie du 26 avril rapportent leurs conceptions.

Pour Michel Fabiani, fondateur du Cercle économique Sully, « les programmes de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal ont un péché commun : ils ne sont pas financés » et vont « aggraver les déficits ». Pour Jean Peyrelevade, l'ex-collaborateur d'Edouard Stern à la Banque Stern, un banquier considéré comme « infréquentable » même par les pires requins de la finance, « aucun des deux programmes » n'est « Bayrou compatible ».

Pour Edouard Tetreau, qui a quitté l'équipe Royal pour cause de « divergences économiques » : « Un pays qui mange la totalité de son impôt sur le revenu pour payer les intérêts de sa dette est malade ». Puis, « On ne décrète pas l'emploi des jeunes, même en le faisant financer par l'Etat et les Régions. Ça ne marche pas », a-t-il dit, en dénonçant le « ségo-léninisme » de la candidate !

La plupart avouent se sentir plus proches du programme de Sarkozy, et lorsqu'ils le critiquent, c'est pour prendre des positions encore plus à droite que lui. Ainsi, Michel de Fabiani juge Sarkozy « trop interventionniste »...

Même son de cloche chez Christian Saint-Etienne : « Il faudrait qu'elle rompe avec l'extrême gauche, qu'elle reconsidère sa proposition de créer 500 000 emplois tremplins et qu'elle réduise sérieusement le poids de l'Etat et de la dépense publique qui atrophie toute notre croissance (...) Sur le

fond, le programme économique dont nous sommes le plus proche est effectivement celui de Nicolas Sarkozy, mais sur le terrain des institutions et du fonctionnement politique, nous avons beaucoup plus de points de convergence avec Ségolène Royal ». Selon *Le Figaro*, « les économistes de Bayrou sont également convaincus que la pierre angulaire de toute future politique économique est la réduction des déficits et la dette » et le quotidien de citer Saint-Etienne : « Nicolas Sarkozy fait une erreur majeure en considérant la réduction des déficits comme secondaire : aucun plan de relance au XX^e siècle n'a réussi sans rigueur budgétaire... »

Venons-en enfin à Charles Amédée de Courson, député UDF et secrétaire de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, qui depuis décembre 2005 a fait siennes les analyses du rapport Pébereau sur la dette publique et milite pour une cure d'austérité de trois ans des dépenses publiques, programme qui a d'ailleurs été défendu par Bayrou au cours de la campagne. « Il est trop tard pour qu'elle change, a-t-il dit. On ne modifie pas son programme à huit jours du deuxième tour ». « La priorité, doit aller aux PME pour les aides d'Etat et les allègements des cotisations sociales, ainsi que l'assainissement de la situation des finances publiques ».

Christine Bierre

nale : « La pression démographique n'a-t-elle pas que des effets négatifs ? ». Le ton est donné : la puce devient souvent trop encombrante pour le rat. A aucun moment il n'est stipulé que l'Afrique, sous le joug des institutions financières internationales telles que le FMI, se retrouve pieds et poings liés, dans l'impossibilité d'exploiter souverainement l'ensemble de son territoire pour loger et nourrir sa population. Il est au contraire proposé un monde sans solution où la vision à long terme est bannie. Le programme réclame l'« étude du thème des sociétés face aux risques », sans oublier les risques technologiques liés à l'énergie nucléaire ou aux transports. Il n'est pas interdit de s'interroger sur les liens éventuels, à l'échelle mondiale, entre émission de gaz à effet de serre et changements climatiques.

Les questions du réchauffement climatique sont donc rigoureusement assimilées, comme on le voit de manière plus flagrante dans cette citation : « Le charbon est abondant, mais l'énergie fossile est la plus polluante (émission de CO₂ lors de sa combustion et de méthane lors de son extraction). L'énergie nucléaire donne lieu à des débats passionnés sur son coût réel et sa sécurité à court et long termes, mais de toute façon, les réserves d'uranium sont limitées et les nouvelles générations de centrales (surgénérateurs, voire à fusion thermonucléaire) vont être longues à mettre au point. » C'est là un point central qui est directement attaqué à travers le mépris manifesté pour la vérité (ils parlent de « débats », pas de réelle recherche) et le long terme (« de toute façon [...] longues à mettre au point »). On assiste à une prise de position explicite contre le type de philosophie de progrès que nécessite le développement de l'humanité, et l'on ne cherche pas à ce que enfants accueillent avec enthousiasme l'accroissement de la population, au contraire.

On se retrouve donc face à un paradoxe : comment se fait-il qu'une civilisation entière en soit arrivée au point où elle ne puisse même plus accueillir sa descendance ? Pire encore, comment se fait-il que pour une bonne partie de la population, cela soit devenu un fait évident ? Si vous êtes vous-même convaincu, vous êtes-vous déjà demandé si cette théorie est scientifiquement et moralement justifiée ?

Terre vue du ciel, dans le monde politique, il est plus connu pour être un ami de Jacques Chirac et avoir réussi à inviter son collègue Al Gore à projeter son film catastrophiste, *La vérité qui dérange*. Y.A. Bertrand fait partie de ces gens qui défendent le fait que le monde s'est arrêté de tourner pour les nouvelles générations :

« Si on est là, c'est parce que la terre est exactement à la bonne distance du soleil, juste à la bonne distance pour que l'eau soit liquide, elle n'est pas glacée. C'est ça qui a fait la vie (...) il n'y a qu'une proportion d'eau limitée, il n'y en aura jamais plus. »

L'ignorance n'a jamais été un défaut, mais bâtir un projet d'éducation avec quelqu'un qui ne sait même pas que la trajectoire de la terre varie, ainsi que sa distance au soleil, est, soyons honnêtes, plus que de l'ignorance : un crime. Car il permet d'accepter le fait que notre monde est fixe et donc, qu'il s'use et se ronge. A l'aide de quelques graphiques et statistiques, il pourrait vous annoncer la fin du monde. Dans la citation qui parle de la charte ci-dessus, la notion de développement durable est directement attachée à la notion de gestion.

C'est donc en profitant de la sensibilité des enfants, en suscitant l'émotion par des images et problématiques clairement orientées, que sont formés des adultes obsédés par les calculs comptables sur les ressources existantes et le nombre de gens à nourrir, incapables d'utiliser leur faculté de raison pour trouver des portes de sortie aux problèmes cruciaux de l'humanité. Car dans aucun pédagogique fabriqué par ces institutions, la capacité créatrice de l'homme n'est prise en compte comme un facteur décisif de l'Histoire. L'exemple le plus flagrant d'aujourd'hui est l'incapacité des principaux candidats à la présidentielle de sortir du débat sur la dette, tous acceptant les conditions limitées imposées par le jeu des banques. Aucun ne propose de moratoire sur les dettes impossibles à rembourser, accompagné de leur réévaluation en fonction de politiques souveraines que la France républicaine peut soutenir, ce pour quoi se battent depuis tant d'années Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche. ●

«Affaire Duggan»

La police et la justice allemandes déjouent les basses manoeuvres des services britanniques contre LaRouche

Il y a quatre ans, Jeremiah Duggan, un jeune étudiant britannique atteint de troubles psychologiques, mettait fin à ses jours en se jetant devant des voitures sur une voie rapide près de Wiesbaden (Allemagne). Au vu de divers témoignages et de l'examen des blessures, les autorités policières et judiciaires allemandes ont conclu au suicide et classé le dossier.

Jeremiah était venu assister à une conférence de l'Institut Schiller, organisation internationale présidée par Helga-Zepp LaRouche, qui prône le développement économique mutuel et le dialogue des cultures. Cet acte tragique fut immédiatement exploité à des fins politiques par des cercles proches des *spin-doctors* de Tony Blair et des services de renseignement britanniques, eux-mêmes fortement mis à mal par un autre «suicide», celui de l'expert en armement David Kelly, qui avait eu le courage de contester les mensonges de Blair et Cheney sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Ces cercles mirent à profit la mort du jeune Anglais pour monter une campagne internationale visant la personne, l'action, le mouvement et les idées de Lyndon LaRouche, les tenant pour responsables du drame.

Bouleversée par cette disparition tragique, sa mère, Erica Duggan, se prêta assez rapidement au jeu de ceux qui tentaient de monter cette opération politique. Cependant, après avoir bénéficié au départ du soutien de la baronne Elisabeth Symons, ministre chargée de l'Équipement de l'armée anglaise et

amie de la femme du vice-président américain Dick Cheney, l'affaire n'intéressait plus grand monde fin 2005. Juridiquement, il apparaissait impossible d'obtenir de la justice allemande qu'elle rouvre une enquête déclarée close par le gouvernement britannique lui-même. Pour tenter de relancer la campagne «Justice pour Jeremiah», les metteurs en scène dramatisèrent encore plus la question.

Lors d'une conférence de presse tenue à Londres le 27 mars 2007, Mme Duggan reprit la thèse du plumitif américain mercenaire, «Chip» Berlet, qui avait accusé dès 2004, sans aucune preuve évidemment, le mouvement de LaRouche d'avoir assassiné Jeremiah avant de le «balancer» sous les voitures, pour la simple raison qu'il «était juif» ! Le 27 mars à Londres, le président du Centre Simon Wiesenthal Europe, l'Anglais Shimon Samuels, récemment condamné à Paris pour diffamation envers un groupe palestinien, fit également une apparition pour jeter de l'huile sur le feu. Le but de la manœuvre étant d'exercer une pression insupportable destinée à faire «craquer» les autorités allemandes, en les accusant, par insinuations grossières, de protéger des «assassins de juifs».

RÉACTIONS DE LA JUSTICE DE LA HESSE

Après un long silence diplomatique, le 19 avril 2007, deux quotidiens allemands, le *Wiesbadener*

Kurier et le *Wiesbadener Tagblatt* ont publié des articles, sous la plume de Wolfgang Degen, reprenant sans détour la position officielle du ministère de la justice de la Hesse sur cette affaire. Sous le titre «Seules les légendes ont la vie longue ; quatre ans après le suicide de Jeremiah Duggan, les partisans d'une conspiration pour meurtre trouvent de nouveaux supporters, mais pas de preuves», l'article débute ainsi : «Quatre ans après le suicide -- un fait établi sans aucun doute possible -- du Britannique Jeremiah Duggan, on continue à cultiver des légendes. Une version meurtre circule toujours. Les médias anglais, pour l'essentiel, se livrent à des accusations contre le ministre de la justice de la Hesse.»

L'article du *Wiesbadener Tagblatt*, écrit par le même journaliste, s'intitule : «L'histoire sans fin de l'affaire Duggan ; le ministre de la Justice de la Hesse se focalise sur les médias». Une photo de Hartmut Ferse, le porte-parole du ministre, entouré de volumineux dossiers, illustre les deux articles.

Les conclusions du journaliste répondent à l'accusation de meurtre relayé par le *Berliner Zeitung* et la presse anglaise, sans cibler de journaux particuliers. Ferse dit, sans mâcher ses mots, que son ministère n'est pas en mesure de fournir la réponse que la mère de Duggan aimerait entendre. Selon le *Wiesbadener Kurier*, le porte-parole du ministre met en cause les médias qui «font tout à partir de rien» et vont jusqu'à imaginer que l'accident

aurait été arrangé de toutes pièces, que Jeremiah aurait perdu la vie bien avant d'être percuté par les voitures et qu'il aurait été déposé sur l'autoroute par des inconnus. Enfin, que ses blessures auraient été le résultat d'impacts d'un instrument rigide et que la terre argileuse sur les chaussures du défunt serait un indice majeur. Face à ces accusations, Ferse répondit par un soupir d'agacement.

IRRITATION DES ÉLITES ALLEMANDES

Le porte-parole du ministre refusa de commenter les nouvelles pressions politiques exercées par les parlementaires anglais sur l'Allemagne : «Pourquoi le ferais-je ?» Le ministère de Justice de la Hesse a mené consciencieusement l'enquête et fait savoir à plusieurs reprises qu'il n'avait aucune information justifiant sa réouverture.

Le commentaire de Wolfgang Degen montre à quel point certaines élites allemandes sont irritées par l'agression anglaise. Le journaliste, qui ne cultive pas une grande sympathie pour les larouchistes, attaque néanmoins sans concession le rôle de la presse britannique, qui a accusé pendant des années le

ministre d'ignorer avec entêtement les «preuves» d'une conspiration criminelle. Ce qu'ils oublient de mentionner, dit-il, c'est que la plus haute cour de la Hesse, la *Oberlandesgericht*, a confirmé l'enquête du ministre. «Ainsi, une conspiration gigantesque de juristes de la Hesse se serait déployée pour cacher la vérité ? C'est absurde !» On brandit des stéréotypes. «D'un côté, il y a un amoureux de la vie, un bon petit Anglais de confession juive, maintenant mort ; de l'autre, le bureau du procureur de la Hesse -- allemand, peau de vache et maléfique. Maléfique, parce qu'incompétent et tétu... Les nazis seront toujours des nazis, voilà le refrain. On ne peut pas faire plus idiot que cela.»

«Puisque les autorités [allemandes] ne voient rien qui corresponde au souhait du groupe qui veut «faire la lumière» sur cette affaire, on tente de les amadouer par des pressions politiques à partir de l'Angleterre.»

En tous cas, puisse cette affaire servir de leçon à ceux qui, en France, par intérêt ou naïveté politique, tentent de prendre le relais des calomnies britanniques. Celles-ci n'ont pas le moindre fondement dans la réalité, si ce n'est l'exploitation sans scrupules à des fins politiques d'un terrible accident de la vie. ●

La bataille de Vincent Huguéux contre les faux amis français de l'Afrique

Dans un livre bien informé et courageux (*Les Sorciers blancs, enquête sur les faux amis français de l'Afrique*, Fayard), Vincent Huguéux, grand reporter au service monde de *L'Express*, s'en prend à tous les profiteurs de la Françafrique. Il s'agit de trois corporations qui, « par cupidité, par cécité ou par maladresse, perpétuent un lien de dépendance pervers » :

- d'abord, les « sorciers blancs », gourous de la com' et marabouts au teint pâle ;
- ensuite, « les patrons de la presse et les journalistes avides de monnayer pages et plumes, de brader leur prose au mieux disant » ;
- enfin, « c'est la caste la plus secrète – la coterie des juristes et des avocats » complaisants vis-à-vis des puissants et ignorant les souffrances des plus humbles.

Ceux-là vont chercher dans une Afrique « qui envoûte, rend fou et fascine (...) les honneurs que l'on se voit refuser ailleurs, l'argent facile, l'illusion du pouvoir ».

Sous la plume de Vincent Huguéux défilent des experts tour à tour picaresques, délinquants, ambitieux ou marons. A des niveaux différents de respectabilité et de responsabilité, on y trouve les Anne Méaux, Patricia Balme, François Blanchard, Jacques Séguéla, Thierry Saussez, Charles Debbasch, François Jourdan, avec à l'étagé au dessus les Vincent Bolloré, les Martin Bouygues ou d'autres moins présentables.

Les « parrains » sont au Quai d'Orsay le juge de paix Michel de Bonnacorse, s'efforçant de mettre un minimum d'ordre dans les rangs, et l'ineffable Béchir Ben Yahmed, qui a fait de *Jeune Afrique-L'Intelligent* une entreprise dans laquelle information, commerce et chantage se mêlent dans une ténébreuse et profonde unité.

Sassou, Lissouba et leurs sous, Omar Bongo « délesté, dit-on, de 9 millions de dollars en 2005 par un certain Jack Abramoff », un lobbyiste républicain américain qui se faisait fort de lui obtenir un tête à tête avec George Bush avant de terminer sa carrière en repris de justice, Biya et Kagamé s'efforçant de rentrer dans les grâces de Washington : c'est tout un univers où cynisme, crédulité et affairisme font un étrange et mauvais ménage. Jusqu'au *Gri-Gri* de Michel Ongondou qui publie complaisamment les confidences de Jean-Marie Le Pen avant de

mettre à l'honneur Dieudonné Mbala Mbala.

On serait tenté, comme le poète, de se dire qu'il ne reste qu'à se boucher le nez face au vomissement impur de la bête, des abus et de la cupidité.

Cependant, deux choses sont à noter dans cette énumération parfois fastidieuse, non en raison de l'absence de talent de M. Huguéux, mais parce que par sa nature même elle est répétitive :

- Le départ de Jacques Chirac va créer un vide. Les membres du syndicat des dinosaures s'en inquiètent, comme l'auteur l'a souligné lors de sa conférence de presse au CAPE, le lundi 23 avril. Il reste à voir comment le prochain président de la République se sortira du guépier, afin que toutes les questions qui touchent l'Afrique ne soient plus désormais l'objet d'une exception, mais soient traitées de la même manière que toutes les autres.

- L'auteur se focalise sur les vilénies des Français ; l'on espère bientôt un second ouvrage sur celles des Anglo-Américains, avec « ces Africains passés par Harvard », ces lobbyistes de la droite chrétienne fondamentaliste américaine (Wayne Vallis, conseiller en communication) ou liés à des intérêts israéliens (Lipkin, Shahak et Birger, agence dont la figure de proue n'est autre qu'un ancien ministre de la défense israélien).

Nous attendons donc ici avec impatience la suite, notamment sur les compromissions de MM. Kagamé et Museveni. Quant à la France, le projet de Jacques Cheminade défend une politique permettant de sortir de la domination perverse franc-africaine sans tomber dans une anglo-américanisation tout aussi destructrice. L'Afrique mérite enfin une réelle indépendance ; la mission de l'Europe et de l'Asie sera de lui fournir les moyens de son développement, non de continuer à piller son peuple, son territoire et ses ressources, avec la complicité satisfaite de ses dirigeants parachutés ou initiés aux dépravations d'un système financier traitant les êtres humains comme des objets exploitables, corvéables et jetables à merci.

Concluons en espérant que la tentative de Jean-Pierre Cot et de son directeur de cabinet d'alors, Renaud Vignal, évincés par François Mitterrand en 1983, puisse inspirer une nouvelle politique française – une vraie, sans immixtions financières ou affairistes. ●

Le «stress qui affecte tout le système» inquiète la Banque d'Angleterre.

Le dernier *Stability Report* de la banque centrale anglaise, publié le 26 avril, met en garde contre des «pratiques de prêt de plus en plus risquées» -- allant des produits dérivés au regroupement et à la revente de prêts, en passant par des crédits à très haut risque dans tous les secteurs -- qui ont «potentiellement augmenté la vulnérabilité du système [financier global] dans son ensemble (...) à tout changement abrupt des conditions». Selon ce rapport, «l'évolution récente du marché hypothécaire à risque aux Etats-Unis» donne un petit avant-goût de ce qui pourrait se passer si des marchés plus importants, comme le crédit aux entreprises, devaient être frappés par des baisses de liquidité comparables.

Dans le communiqué de presse annonçant la publication du rapport, le vice-gouverneur de la Banque chargé de la stabilité financière, John Gieve, note que la prise de risque augmente, «notamment par le recours à un effet de levier plus fort, à une baisse des dépôts de garantie obligatoires et à un assouplissement des engagements. La croissance rapide sur les marchés de transfert de risques sur crédit fait qu'un nombre grandissant de participants dépendent de liquidités continues, et pourrait amplifier l'impact de chocs en cas de brusque renversement des écarts créditeurs qui se trouvent actuellement à de faibles niveaux.» Voilà un langage plutôt nerveux, pour un banquier !

Le même jour, de l'autre côté de l'Atlantique, Robert Steel, sous-secrétaire au Trésor chargé des Finances intérieures, a déclaré lors d'un forum du *Manhattan Institute* que le gouvernement Bush estime qu'en fait, toute régulation des fonds spéculatifs augmenterait le danger. Selon sa logique perverse, la régulation donnerait ainsi «un sentiment de confiance dans ce produit qui, par définition, est plus risqué, moins liquide et plus flexible» que les niveaux recommandables pour le citoyen moyen, et pourrait aussi l'inciter à investir dans des *hedge funds*. Steel, qui fut directeur chez Goldman Sachs avant de rejoindre le gouvernement, tout comme le ministre Henry Paulsen, n'a pas mentionné le fait que depuis quelques années, les fonds de pension, les fondations universitaires et autres, investissent l'argent du «citoyen moyen» dans ces fonds spéculatifs considérés actuellement comme explosifs par la Banque d'Angleterre. ●

Abonnez-vous ! Depuis 1974, NOUVELLE SOLIDARITÉ, bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents. En France, NOUVELLE SOLIDARITÉ est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diklats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS

Abonnement de soutien : 15 €/mois - Abonnement simple : 5 €/mois (Veuillez nous contacter)

PAR RÈGLEMENT IMMÉDIAT

Parrainage : 250 € - Soutien : 100 € - 1 an : 64 € (Hors UE : 91 €) - 6 mois : 35 € (Hors UE : 48 €) (Chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

NOUVELLE SOLIDARITÉ EN LIGNE

1 an tous pays : 40 € (Consultez notre site : www.solidariteetprogres.org)

Solidarité et progrès, 12 rue Fernand Pelloutier
92110 Clichy-la-Garenne - tél. 01 76 69 14 50 Postmaster@solidariteetprogres.org

Le maglev à travers le monde

L'optimisme technologique est de retour

En Europe comme en Asie du Sud-Ouest ou en Ibéro-Amérique, le débat sur l'utilisation de trains à sustentation magnétique (maglev) est relancé au sein des parlements et des gouvernements.

Susan White
Washington

Cela fait plus de dix ans que notre mouvement politique international propose un projet prodigieux permettant de vaincre la crise financière et économique et le chômage, tout en combattant le pessimisme culturel qui paralyse nos sociétés : il s'agit de revenir à une politique économique ayant fait ses preuves dans la reconstruction de l'après-guerre, politique de plus en plus associée aujourd'hui au nom de Lyndon LaRouche et concrétisée dans le programme de Pont terrestre eurasiatique. La première étape consiste à bâtir un vaste réseau d'infrastructures de transport reliant l'Europe à la Chine, doublé de couloirs de développement industriel et agricole, faisant appel aux technologies les plus efficaces et les plus avancées : systèmes à lévitation magnétique (maglev), réacteurs nucléaires à haute température, nuplexes...

Aujourd'hui, alors que l'échec du système ultra-libéral crève les yeux et que la «nouvelle politique» est

en marche, on constate un intérêt renouvelé pour cette perspective en Europe.

Il est vrai que la Chine, avec sa croissance économique impressionnante, y a beaucoup contribué. Pour ce qui est du maglev, on peut dire qu'elle a même sauvé cette technologie mise au point en Allemagne, en construisant une ligne commerciale, la première au monde, reliant Shanghai et son aéroport international (30 kilomètres). Cette ligne fonctionne depuis 2003, sans incident, et devrait être étendue à Hangzhou, une ville touristique distante de 150 km, à temps pour l'Expo 2010. La Chine met au point sa propre technologie maglev, tout en construisant un vaste réseau de trains classiques.

Par ailleurs, l'Iran espère passer un accord avec une «société allemande» pour construire une ligne entre Téhéran et Mashhad (voir encadré), tandis que le site de Transrapid International, le consortium chargé du marketing des exportations pour les constructeurs de maglev allemands, fait état d'entretiens en cours depuis le printemps 2005 avec Abu-Dhabi et le Qatar, pour des projets de plusieurs centaines de kilomètres chacun, notamment une route sur le littoral allant d'Abu-Dhabi au Qatar et des connexions aux aéroports des deux pays.

L'INSTITUT SCHILLER AU PARLEMENT DANOIS

En Europe, c'est au Danemark



que le débat a eu les plus fortes répercussions, grâce à la campagne de nos amis de l'Institut Schiller. Suite à une importante couverture de presse, début mars, rapportant leur proposition de construire un Transrapid entre Copenhague et Aarhus, l'Institut Schiller fut invité à soumettre une documentation à la commission des Transports du parlement, devant laquelle son président, Tom Gillesberg, fit une brève présentation le 12 avril. Au cours des quinze minutes de dialogue suivant sa présentation, l'un des députés, après l'avoir remercié M. Gillesberg d'avoir apporté une perspective aussi «rafraîchissante» au débat, annonça son intention d'examiner la question. Un autre ayant demandé où en sont les plans de maglev dans d'autres pays, Gillesberg saisit l'occasion pour évoquer le projet de Pont terrestre eurasiatique.

Interpellé par la commission des Transports, le ministre des Transports Flemming Hansen ren-

dit son avis le 16 avril. Si le projet Copenhague-Aarhus en une demi-heure lui paraît techniquement faisable, il rejette cependant l'idée de le réaliser pour des raisons budgétaires. Cette réponse, suivie de la contre-réponse de l'Institut Schiller, provoqua une seconde vague d'articles dans la presse. *Ritzau*, le service de presse national danois, diffusa une dépêche intitulée «Le maglev ne tente pas le ministre», avec des extraits de sa réponse, tout en précisant que «l'Institut Schiller est derrière la proposition». Celle-ci a été publiée sur les sites de *TV2*, qui a la plus forte audience au Danemark, puis par ses filiales locales *TV Nord* (Jutland du Nord) et *TV2 Lorry* (Copenhague), ainsi que dans des journaux gratuits. Le quotidien internet *Ingeniøren*, la publication de la Société des Ingénieurs, ing.dk, a ensuite posté un article intitulé «Non, non, et encore non», s'appuyant sur la réponse de Tom Gillesberg.

Finalement, la version Internet du *Jyllands-Posten*, jp.dk, a publié un article précisant que le coût annoncé par l'Institut Schiller, 190 milliards de couronnes danoises, comprend l'ensemble du réseau national et non uniquement la liaison Copenhague-Aarhus.

RETOURNEMENT EN ALLEMAGNE ?

L'intense discussion au Danemark s'est répercutée aussi en Allemagne, principalement dans le nord. Le 14 avril, le site internet de l'hebdomadaire hambourgeois *Stern*, pourtant de tendance écologiste, a rapporté l'audition au parlement danois, fournissant même un lien vers le site de l'hebdomadaire allemand du mouvement de LaRouche, *Neue Solidarität*. L'auteur de l'article du *Stern* précise que «les campagnes de LaRouche ne sont généralement pas répercutées dans les médias, bien qu'elles abordent des thèmes très intéressants. Dommage, car elles pourraient être d'importantes sources de controverse politique.»

Le 19 avril, le premier prototype du nouveau modèle Transrapid TR 09 était mis au banc d'essai à Lathen, événement qui fut largement couvert dans tout le pays. Sept jours plus tard, les autorités rendirent leur rapport d'expertise sur le terrible accident survenu en septembre dernier sur la voie d'essai à Emsland, lorsque le prototype allemand de maglev heurta un véhicule d'inspection stationné sur la voie, tuant 23 techniciens. Les experts ont exclu toute défaillance technique du Transrapid, ce qui devrait permettre de lever l'interdiction des essais mise en vigueur au lendemain de la catastrophe. Depuis une vingtaine d'années, cette voie d'essai de 31,5 kilomètres de long fonctionne sans problème, mais n'a jamais été développée

pour des raisons politiques... et idéologiques.

Autre argument intéressant, au moment où le TR 09 arrivait à Lathen, les dépêches rapportaient également un rapport d'experts tout juste préparé pour le ministre allemand du Transport, prévoyant un taux de retour sur investissement de 2,5 pour tout nouveau projet maglev. Actuellement, un projet est à l'étude pour relier Munich à son aéroport international, qui couvrirait les 38 km en 10 minutes, et d'après ce calcul, il permettrait de réaliser un bénéfice net de 2,9 milliards d'euros. Par-delà l'emploi direct et les effets bénéfiques de la construction d'une ligne maglev, le rapport évoque un «plus pour la politique industrielle» plus important encore, notamment grâce aux investissements locaux et aux possibilités d'exportation.

... ET EN EUROPE ?

Par ailleurs, aux Pays-Bas, le ministre du Transport a commandé une étude de faisabilité pour une liaison circulaire de 230 km connectant Utrecht, Rotterdam, La Hague, l'aéroport Schiphol d'Amsterdam, Amsterdam, Almere et Amersfoort (projet «Randstad Rapid»). Et au Royaume uni, où une route nord-sud Glasgow-Londres de 800 km est actuellement envisagée, une étude du ministère britannique du Transport est prévue pour mai. Bien qu'aucune étude de faisabilité n'ait pour l'instant été faite, l'Association des comités régionaux écossais exerce de fortes pressions en ce sens. Cette voie reliait Edimbourg, Newcastle et Manchester, avec une branche vers Liverpool, Birmingham et l'aéroport d'Heathrow, près de Londres.

En Europe centrale et de l'est, la Commission européenne avait mené des études de faisabilité préliminaires à la fin des années 1990, sur quatre routes principales : A/ Berlin-Varsovie-Minsk-Moscou, pour une distance de 1850 km ; B/ Berlin-Wroclaw-Katowice-Cracovie, avec une extension potentielle vers Kiev, pour une distance totale de 1500 km ; C/ Berlin-Dresde-Prague-Vienne-Bratislava-Budapest, avec une extension potentielle sur Thessaloniki, pour une distance totale de 2000 km ; D/ Berlin-Dresde-Prague-Bratislava-Budapest, pour une distance de 950 km.

Enfin, au Venezuela, le Parlement s'apprête à tenir des auditions sur le projet de train électromagnétique Caracas-La Guaira, selon l'agence de presse officielle *ABN*. Le 26 avril, la commission de Science, Technologie et Communication sociale prendra note de la proposition de l'ingénieur Cerra Bals, au sujet d'une loi permettant de financer le projet de liaison entre la capitale du Venezuela et son port de La Guaira via un «train électromagnétique».

Dans tous ces pays, le développement de la technologie maglev et la réalisation de projets concrets requièrent la participation active de l'Etat et un financement garanti par un budget d'investissements. Il n'est pas raisonnable de demander à une entreprise privée de consentir des investissements aussi lourds et à si long terme, et pour des raisons similaires, les projets de partenariat public-privé ne sont pas adéquats.

Russie

La première centrale nucléaire flottante au monde mise en chantier

Cela y est ! Le 15 avril, lors d'une cérémonie à laquelle assistaient le premier vice-Premier ministre Sergueï Ivanov et le président de l'Institut Kourtchatov, Evgueni Velikhov, la Russie a lancé son programme de construction d'une première série de centrales nucléaires flottantes. Cela fait des années que l'on étudie ce type de centrales autonomes, parfaitement adaptées pour fournir de l'électricité et de la chaleur industrielle à des régions isolées et inhospitalières ou à des pays du tiers monde.

Le premier couple de réacteurs nucléaires de 35 mégawatts devrait être achevé d'ici 2010, suivant le modèle des réacteurs utilisés depuis des décennies sur les sous-marins et les brise-glace nucléaires russes. Ils alimenteront en électricité les chantiers navals Sevmas, où sont construits les sous-marins nucléaires et d'où sortiront également les navires à bord desquels seront installés les réacteurs.

Une partie du courant servira aussi à approvisionner la ville voisine.

Comme le notait un commentateur de *RIA Novosti* le 14 avril, les centrales nucléaires flottantes «sont une véritable aubaine pour les régions disposant de ressources énergétiques limitées, pour les grandes entreprises industrielles réclamant un approvisionnement régulier en courant en l'absence de source d'énergie centralisée». Les sept premières sont destinées à des sites de la Russie septentrionale déficitaires en électricité.

Mais l'aspect le plus intéressant de cette nouvelle «merveille technologique» sera son utilisation dans

les pays en voie de développement. On a appris lors de la cérémonie qu'une douzaine de capitales asiatiques et africaines avaient déjà exprimé leur intérêt. Et la Russie a proposé la technologie à de nombreux pays, dont la Chine, l'Indonésie, l'Algérie, l'Argentine et la Namibie.

La Russie, qui restera propriétaire et seule responsable des installations à l'étranger, vendra l'électricité à ses clients. La première centrale doit être en mesure de subvenir aux besoins d'une ville de 200 000 habitants et, en cas de dessalement, de produire 240 000 mètres cubes d'eau douce par jour. Pour le traitement du combustible et la maintenance, les unités retourneront en Russie.

Avant que le navire n'arrive à destination, tiré par un remorqueur, un minimum d'infrastructure doit être là pour l'accueillir. Unités de transformateur pour l'électricité, pompes

et équipements annexes seront chargés sur le remorqueur. On estime qu'une seule centrale nucléaire flottante pourra remplacer chaque année jusqu'à 200 000 tonnes de charbon ou 100 000 tonnes de pétrole.

Depuis 1998, la Russie a l'intention de rebâtir, moderniser et réorganiser son industrie nucléaire. Mais avant d'y travailler sérieusement, le président Poutine a dû réaffirmer la souveraineté nationale, préservant les entreprises stratégiques de l'emprise des oligarques. La Russie s'apprête à construire de nouvelles centrales nucléaires conventionnelles en Iran, en Chine et en Inde, tout en proposant d'exporter la technologie nucléaire la plus moderne.





Le mégaprojet russe prévoit une ligne ferroviaire allant de Iakoutsk en Russie à Fort Nelson au Canada. Au-delà, on pourrait envisager une liaison avec les réseaux ferrés ouest-européen et américain (carte de H.A. Cooper).

Les participants à la conférence de Moscou ont entendu la contribution de Lyndon LaRouche.

Rachel Douglas
Washington

Plusieurs centaines d'experts se sont réunis le 24 avril à Moscou pour une conférence internationale sur le thème d'une «Liaison de transport transcontinentale entre l'Eurasie et l'Amérique traversant le détroit de Béring», qui fait partie des mégaprojets envisagés pour l'Est de la Russie. La nouvelle des discussions a fait renaître l'espoir de voir, enfin, se réaliser un tunnel sous le détroit de Béring reliant l'Alaska et la région russe Tchoukotka.

Cette conférence était la première de toute une série organisée par le Conseil pour l'étude des forces productrices de l'Académie russe des Sciences, en coopération avec le ministère du Développement économique et du Commerce, le ministère du Transport, la Société des chemins de fer russe et plusieurs gouvernements régionaux de Sibérie et de l'Extrême-Orient russe.

Le développement des vastes régions sous-

peuplées de l'Orient russe est une priorité pour les dirigeants russes, comme l'a rappelé dans une interview au *Financial Times* du 12 avril le premier vice-Premier ministre Sergueï Ivanov, qui pourrait devenir le successeur de Vladimir Poutine. Dans cette optique, la voie ferrée est essentielle, notamment pour permettre l'exploitation des ressources minérales jusqu'à présent inaccessibles et ouvrir l'accès aux ressources hydroélectriques.

L'extension de ces voies au-delà du détroit de Béring offre la possibilité de changer profondément la nature des relations internationales, dans le sens d'une coopération bénéfique pour tous se substituant à la concurrence pour des marchés en peau de chagrin. Les participants à la conférence ont appelé les pays membres du G-8 à discuter du projet lors de leur sommet, en juin. D'après l'ambassadeur russe au Canada, le président Poutine en discutera certainement avec le Premier ministre canadien Stephen Harper et il sera également soumis au gouvernement américain qui, pour l'heure, a adopté une attitude provocatrice vis-à-vis de Moscou.

A cet égard, il est significatif que deux participants américains, appartenant à la génération ayant fait la Deuxième Guerre mondiale, aient plaidé en faveur du développement économique pour conjurer le danger de guerre. Il s'agit de l'ancien ministre de l'Intérieur et ancien gouverneur d'Alaska, Walter Hickel, fervent partisan du projet depuis des années, et de Lyndon LaRouche, qui prônait, dès 1973, une liaison pont-tunnel traversant le détroit de Béring. Sa contribution, que les organisateurs lui avaient demandée pour publication dans le

cadre de cette conférence, fut lue aux participants (voir ci-dessous).

Tous deux sont convaincus de la faisabilité du projet, qui ferait participer l'Amérique du Nord au développement eurasiatique, promu entre autres par l'Organisation de coopération de Shanghai. Cela ouvrirait la voie, comme Lyndon LaRouche l'avait déjà fait remarquer en 2001 à Moscou, à «la plus grande transformation de la biosphère de toute l'histoire».

UN INVESTISSEMENT SÛR

De quoi s'agit-il ? Dans une conférence de presse le 18 avril, Viktor Razbeguine, du ministère du Développement économique, et d'autres experts ont présenté une immense carte du projet, prévoyant une voie ferrée à grande vitesse, une autoroute, des oléoducs et des gazoducs, ainsi que des lignes électriques et des câbles de fibres optiques, pour un coût estimé, selon les experts, à 65 milliards de dollars. La chaîne nationale NTV a diffusé une carte dynamique de la ligne projetée entre Iakoutsk en Sibérie orientale et Fort Nelson au Canada, via Nome et Fairbanks en Alaska.

Selon le président du Conseil, l'académicien Alexander Granberg, la prochaine étape concernera les études de faisabilité de ce couloir de 6000 kilomètres reliant Iakoutsk à Fort Nelson. L'un des principaux défis, bien sûr, sera de construire un tunnel d'une centaine de kilomètres sous le détroit de Béring, divisé, en raison des îles, en deux tunnels de cinquante kilomètres.

Granberg avait déjà estimé que la nouvelle liaison permettrait des économies d'énergie en Russie et en Amérique du Nord d'environ 20 milliards de dollars par an, tout en assurant le transport de 3 % du fret mondial.

Jonathan Tennenbaum, collaborateur de Lyndon LaRouche pendant de nombreuses années, a lu l'article de l'économiste américain, dont les travaux sur la science de l'économie physique sont bien connus des experts russes. Ses références aux legs de Mendeleïev, ainsi que le lien qu'il établit entre coopération autour de grands projets et politique permettant d'éviter la guerre ont suscité un intérêt très vif.

S'exprimant ensuite en son propre nom, Jonathan Tennenbaum, qui est connu comme le co-auteur du Rapport spécial de l'*Executive Intelligence Review* sur le Pont terrestre eurasiatique, a élaboré le concept de «couloirs d'infrastructure». Leur construction dans le grand Nord constituera le défi du XXIème siècle, dit-il, et pour y répondre, on pourrait envisager une chaîne de villes alimentée par des réacteurs nucléaires. Vu leurs compétences réciproques – travaux américains dans le Nord de Groenland et expériences russes en Sibérie – ce serait un excellent projet pour une coopération russo-américaine, estima Tennenbaum.

Maxim Bystrov, directeur adjoint de l'Agence fédérale des zones économiques spéciales, fit référence aux remarques de LaRouche et Tennenbaum sur la bulle financière monstrueuse, alors que ces fonds pourraient être investis de manière productive dans des projets d'infrastructure. Or ils ne se dirigeront pas d'eux-mêmes dans des projets à long terme. Bystrov voudrait attirer des concessionnaires privés plutôt que de compter sur le financement public, mais cette approche a peu de chances d'aboutir.

Le gouverneur de Iakoutie, République de Sakha, a souligné l'immense potentiel de la région est-sibérienne. «Nous disposons de tous les éléments de la table périodique de Mendeleïev», dit-il, et sommes enthousiasmés par ses idées de développement.

La carte politique du monde change

Mendeleïev aurait été d'accord !

Ce texte est la contribution de Lyndon LaRouche à la conférence organisée par le Conseil pour l'étude des forces productrices de l'Académie des Sciences russe. Il a été lu par Jonathan Tennenbaum.

L'idée de créer un réseau ferroviaire transsibérien, étendu à l'Amérique du Nord via le détroit de Béring, remonte implicitement à la visite de Dimitri Ivanovitch Mendeleïev à Philadelphie en 1876, à l'occasion de l'Exposition pour le centenaire des Etats-Unis. Suite à la défaite du plan de lord Palmerston visant à démanteler les Etats-Unis, défaite due au leadership du président Abraham Lincoln, l'influence de ce que l'on appelle le «Système américain d'économie politique» a gagné la Russie, inspirant aussi les réformes de Bismarck en Allemagne et l'industrialisation du Japon, entre autres. Cette évolution «géopolitique» du monde, dans la période 1865-1876, a constitué l'enjeu central de toutes les grandes guerres menées dans le monde depuis l'orchestration britannique de la première guerre du Japon contre la Chine, en 1894-95, jusqu'à la mort du président américain Franklin Roosevelt en 1945.

Au gré des flux et reflux de l'histoire économique et géopolitique mondiale jusqu'à ce jour, la réalisation de l'intention de Mendeleïev pour développer la Russie est restée décisive (...). Faire

revivre aujourd'hui ce dessein est d'une importance cruciale pour le monde.

La même impulsion vers de nouvelles guerres mondiales persiste aujourd'hui sous d'autres formes. En ce moment, le monde est aux prises avec ce qui risque de devenir, bientôt, le plus grand effondrement monétaire et financier de tous temps. L'extension de la guerre et d'autres conflits à partir de l'Asie du Sud-Ouest reflète la même dynamique géopolitique ayant motivé toutes les grandes guerres depuis la conclusion du traité de Paris, en 1763, et plus encore, depuis la mise en cause du système monétaire libéral anglo-hollandais que représenta la montée en puissance des Etats-Unis au cours de la période 1865-1876.

L'effondrement imminent d'un système monétaire-financier mondial surgonflé, en pleine désintégration, nécessite que les grandes nations responsables prennent ensemble des mesures d'urgence. Pour cela, les Etats-Unis doivent opérer de toute urgence un changement brutal de cap politique, afin de renouer avec les traditions du président Franklin Roosevelt. Ce changement de politique doit se faire en coopération avec un concert de grandes puissances mondiales – Etats-Unis, Russie, Chine et Inde – qui doivent devenir le point de ralliement d'un nouveau partenariat entre économies d'Etats-nations parfaitement souverains.

Dans le cadre de cette coopération, il faudra développer un vaste réseau de successeurs modernes aux vieilles formes de transport ferroviaire à travers toute l'Eurasie continentale et, via le

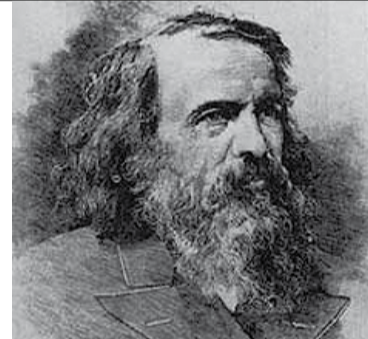
détroit de Béring, jusqu'en Amérique. On devra faire en sorte que des régions actuellement désertes ou inhospitalières intègrent le nécessaire développement futur de la planète dans son ensemble.

Un tel projet a été formulé, en 1990-1992, sous la direction de ma femme, Helga Zepp-LaRouche, qui reste la principale dirigeante politique et culturelle de mon mouvement en Europe et ailleurs. Voilà la perspective que nous devons faire revivre pour qu'elle devienne réalité.

Sur le plan technologique, le principal élan du développement scientifique réside dans la succession des travaux de personnalités exemplaires comme Mendeleïev et l'académicien Vladimir Vernadski, et dans les travaux d'un scientifique méritoire, mais peu connu dans le même domaine, le pionnier américain William Draper Harkins.

Ceci nécessite de conclure des accords diplomatiques à long terme entre nations, en vue de créer un nouveau système monétaire à taux d'intérêt relativement fixes et à taux directeurs très faibles, sur des périodes allant d'un quart de siècle à un demi-siècle. Cette période couvre la moitié de la durée de vie économique et financière des principaux investissements à long terme dans le développement de l'infrastructure économique de base dont auront besoin les générations actuelles et futures des habitants de ces régions.

Nous sommes arrivés à une époque, mesurée à l'horloge de la fission nucléaire et du développement de la



Dimitri Ivanovitch Mendeleïev (1834 - 1907)

fusion thermonucléaire, où la longue domination historique des puissances maritimes ouvertement ou implicitement impériales sur les vastes étendues terrestres de la planète n'est plus

une option pratique acceptable. C'est au contraire un mode de développement de l'infrastructure économique de base et du niveau de vie, basé sur le progrès scientifique et intensif en capital, qui doit désormais dominer le développement des relations entre nations souveraines de la planète. A cette fin, les forces à l'oeuvre pour développer la productivité du travail grâce à la science et à la technologie doivent s'élancer à la conquête des toundras et déserts de notre planète. Le développement doit désormais procéder depuis l'Arctique en direction du Sud, vers l'Antarctique.

Franchir le détroit de Béring devient, ainsi, le berceau de la naissance d'une nouvelle économie mondiale.

Un maglev pour l'Iran ?

Le 14 avril, des médias iraniens ont fait état d'un protocole d'accord entre l'Allemagne et l'Iran pour la construction d'un train à lévitation magnétique (maglev) reliant Téhéran et Mashhad. L'accord, conclu lors du Salon international de Mashhad, a été signé par le ministère iranien des Routes et du Transport et par une société allemande, qui doit l'annoncer officiellement cette semaine. Au moment où nous mettons sous presse, elle ne l'a toujours pas fait. Le premier vice-président iranien, Parviz Davoudi, était également présent.

Lors de la cérémonie de signature, le gouverneur général de la province de Khorasan Razavi, Mohammad-Javad Mohammadi-Zadeh, a précisé que le maglev permettrait de ramener le temps de trajet entre les deux villes à 2,5 ou 3 heures, contre les 14 heures aujourd'hui nécessaires pour parcourir ces 900 km. Selon lui, quelque 6,7 milliards d'euros seraient fournis par l'Allemagne, dans le cadre d'un contrat d'assistance à l'exploitation suivant lequel la République islamique rembourserait le prêt sur une période de 15 à 25 ans.

La liaison Téhéran-Mashhad est cruciale pour l'ensemble de l'Eurasie. En 1996, Mashhad fut relié à Sarakhs, «chaînon manquant» de la chaîne reliant l'Iran à la Chine, via les Républiques d'Asie centrale. L'extension de la ligne vers Tadjikistan permet de relier l'Iran et le Turkménistan, et de là, elle devrait rejoindre la Chine, comme prévu dans le projet de Pont terrestre eurasiatique.

Etats-Unis

Kucinich lance une procédure de destitution contre Cheney



Dennis Kucinich a brisé le tabou.

Malgré les pressions intenses de la base, les autres candidats présidentiels démocrates ont refusé de soutenir la résolution de Kucinich. Le LYM intensifie sa campagne.

Edward Spannaus
Washington

Le 24 avril, le député démocrate de l'Ohio, Dennis Kucinich, a déposé une résolution à la Chambre des représentants prévoyant la destitution du vice-président américain Dick Cheney pour trois motifs principaux. Il a choisi ce moment pour le faire, expliqua-t-il, afin d'empêcher le numéro deux du gouvernement de lancer une guerre contre l'Irak sur des bases frauduleuses, comme il l'avait fait en 2003 contre l'Irak.

Les trois griefs retenus contre Cheney l'accusent d'avoir :

① consciemment manipulé le processus de renseignement et menti à la nation à propos des prétendues armes de destruction massive irakiennes ;

② manipulé le processus de renseignement et menti à la nation à propos

des prétendus liens entre Saddam Hussein et al-Qaida ;

③ ouvertement «menacé la République d'Irak d'agression malgré l'absence de toute menace réelle contre les Etats-Unis».

On voit ainsi un élu fédéral répondre enfin publiquement à l'appel lancé dès 2002 par Lyndon LaRouche, alors que se préparait la guerre d'Irak. Depuis, ce dernier n'a cessé d'exiger la destitution du vice-Président d'abord, en particulier lors de sa dernière conférence internet, le 7 mars dernier. Le Mouvement des jeunes larouchistes (LYM) mettra ce thème en avant lors de la convention du Parti démocrate de Californie, à San Diego, le dernier week-end d'avril. Le 28 avril, des rassemblements en faveur de la destitution sont prévus dans tous les Etats-Unis.

Dennis Kucinich, qui avait d'abord prévu une conférence de presse le 24 avril, l'annula en apprenant que Dick Cheney devait subir une «intervention médicale d'urgence». En fin de compte, il s'agissait d'un contrôle routinier et le vice-Président se sentait suffisamment en forme pour se rendre plus tard au Capitole pour sa réunion hebdomadaire. Cette fois-ci, cependant, au lieu d'éviter les caméras, il s'est délibérément placé dans leur champ pour fustiger le président

du Sénat Harry Reid et son opposition à la guerre d'Irak. Le Congrès a en effet adopté un texte de loi sur le financement des opérations militaires américaines en Irak, prévoyant un calendrier de retrait des troupes de combat. George Bush a confirmé, pour la nième fois, son intention d'y mettre son veto.

Devant les caméras, un Cheney fulminant s'est dit «outré» par les commentaires du sénateur Reid, dénonçant son «défaitisme». «La semaine dernière, il a déclaré que la guerre était déjà perdue. Et la législation avec échéancier qu'il poursuit maintenant garantira la défaite.»

A quoi l'intéressé répondit : «Je ne vais pas m'engager dans un concours d'insultes avec le principal chien d'attaque de ce gouvernement.»

Après cette altercation, Kucinich a tenu sa conférence de presse pour annoncer sa résolution sur la destitution. Il est urgent, expliqua-t-il, que «le Congrès prenne des mesures pour limiter les abus de pouvoir» perpétrés par Cheney. Plus tard, il expliqua à CNN que le vice-Président pousse aujourd'hui à une guerre contre l'Irak, comme il avait fait à l'époque pour l'Irak. Il s'en prend d'abord à Cheney pour éviter que ce dernier ne devienne Président en cas de départ de Bush.

Lyndon LaRouche a immédiatement soutenu la résolution de Kucinich, soulignant qu'il s'agit d'éviter absolument de nouvelles guerres. «Lorsque la question de la guerre ou de la paix se pose de manière si flagrante, commenta-t-il, et que tant de mes collègues démocrates n'ont pas le courage moral de remplir leur devoir constitutionnel, je crains pour la survie de notre pays.» Par la même occasion, LaRouche attaqua les élus républicains pour leur refus d'affronter Cheney.

L'INITIATIVE DU VERMONT

Le 25 avril, face aux pressions exercées par les dirigeants démocrates nationaux, la Chambre du Vermont a rejeté, à 87 voix contre 60, une résolution appelant à la destitution de Cheney et de Bush, en dépit du soutien populaire écrasant en faveur de l'initiative. Le 20 avril, le Sénat avait pourtant adopté ce texte qui, s'il avait été approuvé par la Chambre, aurait obligé la Chambre des représentants fédérale à examiner les motifs d'impeachment.

Le président du Sénat du Vermont, Peter Shumlin, avait déclaré à l'EIR, après l'adoption du texte : «A mon avis, il n'y a aucun Président ni vice-Président qui ait fait autant d'efforts pour mériter la destitution. Bush et Cheney ont menti à propos de la guerre, ils ont menti à propos des liens entre Saddam Hussein et al-Qaida, ainsi que sur les armes de destruction massive. Si le Sénat du Vermont peut jouer un petit rôle au service de la justice, j'en suis fier.»

Après avoir reçu la résolution du Sénat, les deux sénateurs fédéraux de l'Etat ont publié une déclaration disant qu'ils «comprennent bien» la colère des citoyens, mais qu'ils préfèrent attendre que différentes enquêtes en cours au Congrès aboutissent avant d'engager une action.

Suite au débat organisé le 26 avril sur MSNBC entre huit des candidats présidentiels démocrates déclarés, Lyndon LaRouche déclara que «sept avaient échoué au test Cheney». En effet, lorsque le modérateur Brian Williams demanda qui d'entre eux «voulait se joindre à l'effort du député Kucinich pour destituer le vice-Président Cheney», aucun ne se manifesta.

Se tournant alors vers Kucinich, il lui demanda s'il trouvait judicieux que le Congrès consacre son temps et son énergie à ce thème. Sa réponse fut très claire : «Voici un exemplaire de poche de la Constitution que j'ai toujours sur moi, parce que j'ai prêté serment de défendre la Constitution. Nous avons passé beaucoup de temps ce soir à parler de la guerre en Irak et du rôle de l'Amérique dans le monde. (...) Ce pays a été amené à faire la guerre sur la base de mensonges concernant les armes de destruction massive et le rôle d'al-Qaida par rapport à l'Irak. (...) J'affirme que M. Cheney doit en être tenu pour responsable. Il fomenté déjà une cause de guerre contre l'Irak. Nous devons défendre et protéger cette Constitution. Et ce vice-Président l'a violée (...).»

Par ailleurs, après un long silence, l'ancien directeur de la CIA, George Tenet, fustige à son tour Dick Cheney dans son livre à paraître prochainement, pour avoir engagé la guerre contre l'Irak sans débat sérieux. Pour justifier a posteriori cette guerre, le vice-Président a souvent fait référence à un commentaire attribué à Tenet selon lequel l'existence d'armes de destruction massive en Irak était «dans la poche». Or Tenet affirme qu'il voulait simplement dire qu'on pourrait facilement élaborer un dossier public contre Saddam Hussein. Une déformation de ses propos qu'il a qualifiée de «méprisable» et de «pas honorable».

Mieux vaut tard que jamais... ●

Matières premières

Le prix du pétrole alimente la bulle financière

Le consommateur subventionne un système financier à l'agonie.

Comment se fait-il que les cours du pétrole brut et de l'essence augmentent si brusquement ? La réponse la plus courante : « c'est l'offre et la demande ». Mais cet argument se laisse facilement réfuter lorsque l'on compare la relation entre la consommation mondiale et le prix : la première augmente de manière constante, tandis que le second monte souvent en flèche. L'argument suivant veut que «le marché» réagisse ainsi à des problèmes potentiels – troubles politiques dans les régions productrices, conditions météorologiques... – la liste s'allonge indéfiniment. Là, ça commence à devenir intéressant, parce que rendre le marché responsable n'explique rien, et explique tout.

Rien, parce qu'il n'existe pas de «marché» tel qu'on le présente, à savoir une «main invisible» qui détermine de manière indépendante et mystérieuse un niveau de prix convenable. Autant soutenir que «la petite souris» fixe le prix.

Et tout, parce que la main contrôlant «le marché» – celui qui se sert dans votre porte-monnaie – n'est ni invisible, ni mystérieuse, ni indépendante. Elle fait ce pour quoi elle a été créée par les banques et le cartel pétrolier : elle permet la manipulation des prix à la hausse, tout en prévoyant des baisses occasionnelles pour duper les spéculateurs non avisés (souvenez-vous d'Amaranth) ou empêcher l'adoption de contre-mesures politiques.

Si vous êtes membre d'un cartel pétrolier ou directeur de banque, la hausse du cours de l'or noir a différents avantages. Il suffit de regarder les 40 milliards de dollars de profits records déclarés l'année dernière par Exxon-Mobil ou les profits mirobolants de ses sœurs. Mais ce ne sont pas les seuls acteurs dans le secteur, qui comptent aussi nombre de banques, hedge funds et autres institutions financières. Une étude que nous avons menée il y a quelques années montrait que le baril de pétrole moyen vendu sur le Nymex (New York Mercantile Exchange) changeait cinq cents fois de mains entre le moment où il sortait du puits et celui où l'acheteur définitif en prenait possession.

Compte tenu de l'explosion des contrats à terme sur le Nymex ces dernières années, «cinq cents fois» fait sans doute partie du «bon vieux temps». Depuis 2003, le volume de contrats énergétiques à terme échangés à

la Bourse de New York a plus que doublé, passant de 88 millions à 192 millions en 2006. Au cours de la même période, à en croire les chiffres du département américain de l'Energie, le prix moyen du pétrole a doublé également, passant de 31 dollars le baril en 2003 à 66 en 2006. Y aurait-il une relation entre les deux ?

En outre, l'augmentation du prix du pétrole est bonne pour le dollar, puisque les marchés pétroliers utilisent la monnaie américaine. Plus le prix est élevé, plus on a besoin de dollars, ce qui soutient la valeur du billet vert sur les marchés internationaux. A la plus grande satisfaction du Trésor américain et de la Réserve fédérale.

Dans les années 1990, la «crise du pétrole» et l'Irak ont servi de prétexte pour restructurer l'activité pétrolière internationale, créer le marché de l'eurodollar et remplacer des prix stables par un système de «marché», plus ouvert à la manipulation par les forces géopolitiques impériales initiatrices de ces changements. Royal Dutch Shell et ses banquiers Lazard et Rothschild ont tenu un rôle important dans cette escroquerie, tout comme leur agent Marc Rich. Rien d'étonnant de retrouver ces deux banques derrière le géant Enron, qui a voulu faire du prix de l'électricité aux Etats-Unis ce qu'on avait déjà fait avec l'or noir.

Le prix du pétrole n'étant plus fixé en fonction de l'économie physique de l'activité pétrolière, mais par «le marché», l'or noir est aujourd'hui davantage un instrument financier qu'une matière première. De ce point de vue, une forte hausse du cours peut être considérée comme un indicateur de l'état de la bulle. Lorsqu'on a bien besoin de liquidités, on fait flamber le prix pour assurer l'afflux de cash. Il s'agit en quelque sorte d'une taxe cachée, puisque l'argent des citoyens sert à renflouer les banques. Après, lorsque la crise se calme, on baisse un peu le prix du pétrole pour permettre aux consommateurs de consacrer un peu plus à leur crédit hypothécaire ou à leur dette sur carte de crédit.

La forte hausse des prix ces dernières semaines reflète le processus hyper-inflationniste qui fait rage sur les marchés financiers, de plus en plus gourmands de liquidités. Ce n'est pas une question de pétrole, mais une question financière. Le prix à la pompe n'est qu'un reflet du prix bien plus élevé que nous devons payer pour avoir toléré un système aussi prédateur. Il est plus que temps de le remplacer par un autre, fondé sur l'économie physique. ●

Le LYM remporte un important poste de responsabilité en Californie



Dans le cadre de la Convention du Parti démocrate de l'Etat de Californie, qui se déroule du 27 au 29 avril, un membre du Mouvement des jeunes larouchistes (LYM), Quincy O'Neal, a été élu vice-président du Black Caucus (groupe d'Afro-Américains) pour tout l'Etat, avec 52 voix contre 35. O'Neal est très connu en Californie pour la bataille qu'il mène depuis des semaines contre l'arnaque du réchauffement climatique dû au CO₂ et toute la politique anti-rooseveltienne qu'Al Gore essaie d'imposer au Parti démocrate.

Le LYM va assurer une présence remarquée pendant toute la Convention, exigeant notamment l'impeachment du vice-président Dick Cheney d'abord, puis la destitution ou le départ volontaire du président George Bush. Le LYM est à l'origine d'une résolution pour destituer Cheney, adoptée par le Comité démocrate du comté de Los Angeles, qui appelle les responsables de l'Etat à «soutenir un effort bipartisan pour désinvestir le vice-Président de son mandat le plus rapidement possible». ●

Massacre de Virginie

Le lobby des jeux vidéos violents et Dick Cheney

Lorsque la faction utopiste du Pentagone et des forces armées rejoint l'industrie du jeu pour former des tueurs.

Anton Chaitkin

Le 16 avril, le monde entier a appris avec un choc immense qu'un «tueur fou» avait tué 33 personnes sur le campus de l'Institut technologique de Virginie et blessé au moins 15 autres, avant de se donner la mort. Dans les volumes que les médias américains ont consacrés par la suite à ce massacre, sans oublier tous les détails macabres, un aspect décisif a été sciemment passé sous silence, à savoir le rôle des jeux vidéos dans la perversion des jeunes.

Prenons l'exemple du *Washington Post*. Dans la soirée du 17 avril, ce quotidien rapportait sur son site Internet que le tueur de Blacksburg, Cho Seung Hui, était un adepte de jeux vidéos violents : «Plusieurs jeunes Coréens connaissant Cho Seung Hui depuis le lycée ont dit qu'il était passionné de jeux-vidéos violents, notamment Counterstrike, un jeu en ligne immensément populaire diffusé par Microsoft, dans lequel les joueurs rejoignent un groupe

terroriste ou anti-terroriste et s'entre-tuent à l'aide de toutes sortes d'armes à feu.»

Quelques minutes après sa parution, cette phrase avait disparu de la couverture du *Post* et il n'y avait plus aucune référence aux jeux-vidéos. Un porte-parole devait expliquer peu après qu'il ne voyait pas l'intérêt de mentionner cette information !

Pourtant, lors du massacre en 1999 au lycée Columbine de Littleton, dans le Colorado, on a su que les deux lycéens tueurs s'adonnaient aux jeux de simulation de meurtre. Mais devant les protestations, un puissant lobby a été activé pour protéger l'industrie des jeux vidéos.

Derrière cette industrie, comme nous le rapportions à l'époque et à plusieurs reprises depuis, on trouve aussi un élément fanatique de l'Armée américaine qui anime l'«Institut des Technologies créatives» à l'université de Californie. C'est là que sont développés des jeux destinés à l'entraînement des jeunes soldats pour les amener à tirer avec précision sur des cibles humaines – jeux mis ensuite sur le marché public. Comme nous le verrons, l'entourage du vice-président américain Dick Cheney se trouve au centre d'une bagarre juridique autour de ces menées.

Voyons cela de plus près.

UN CABINET JURIDIQUE INTÉRESSÉ

En 2003, David Moore, un adolescent d'Alabama soupçonné d'avoir volé une voiture, fut emmené au poste de police. Là, il s'empara d'un revolver et tua trois policiers avant de s'enfuir dans une voiture de police. Enfin capturé, il déclara : «*La vie est un jeu-vidéo. Tout le monde doit mourir le moment venu.*» Les familles des victimes engagèrent l'avocat Jack Thompson pour porter plainte contre les producteurs et distributeurs de *Grand Theft Auto*, jeu sur lequel le jeune s'entraînait jour et nuit.

Un journaliste de *CBS*, Ed Bradley, décrit ainsi le jeu : «Imaginez que l'industrie du spectacle ait inventé un jeu vidéo dans lequel on pouvait décapiter des officiers de police, les tuer avec un fusil de tireur d'élite et en brûler le corps. Pensez-vous que quelqu'un achèterait un tel jeu ? Eh bien, oui. *Grand Theft Auto* a été vendu à plus de 35 millions d'exemplaires, ses ventes mondiales avoisinant le seuil des deux milliards de dollars.» C'est facile : si on voit une voiture qui nous plaît, on la vole, si un policier se présente, et il y en a à tous les coins de rue, on l'abat.

Pour contrer la plainte déposée

par les familles des victimes, les producteurs du jeu, Take Two Interactive et Sony, engagèrent un cabinet juridique de Philadelphie proche du Parti républicain, Blank, Rome, pour organiser la riposte. La procédure a été intentée le 1^{er} novembre 2005 et si le procès s'ouvre comme prévu, le 8 janvier 2008, ce sera le premier du genre à se dérouler devant un jury.

Coincidence ? Alors qu'en 2005, Blank, Rome défendait l'industrie du jeu-vidéo en Alabama, il était engagé en même temps dans une autre bataille pour assurer la survie politique du vice-président Dick Cheney. En effet, le 28 octobre 2005, le chef de cabinet de ce dernier, Lewis Libby, avait été inculpé pour parjure par une Cour fédérale pour la divulgation de l'identité d'une agente clandestine de la CIA, Valerie Plame, dans le contexte de mensonges invoqués par le gouvernement pour justifier la guerre contre l'Irak. Une associée de ce cabinet juridique, Barbara Comstock, se vit alors confier la tâche d'organiser la collecte de fonds pour la défense de M. Libby !

Ce choix n'était pas fortuit. Le président du Blank, Rome, David Girard-diCarlo, avait été directeur de la campagne de Bush-Cheney en Pennsylvanie en 2000, puis codirecteur et financier de la même campagne en 2004. En outre, le cabinet a servi de quartier-général à la *Federalist Society*, l'association de juristes néoconservateurs proche de Cheney. Les liens entre le vice-président actuel et Blank, Rome ne s'arrêtent pas là, mais nous n'avons pas la place de les aborder ici.

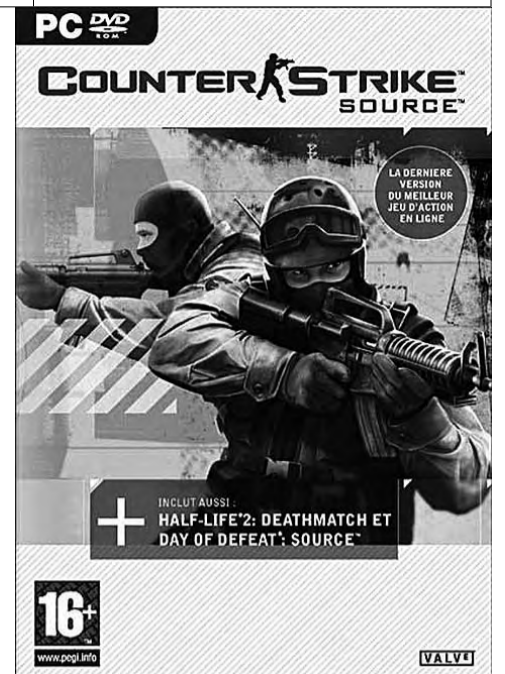
MICROSOFT RESPONSABLE

Après la disparition de la phrase révélatrice du *Washington Post*, Jack Thompson demanda une explication au quotidien qui finit par répondre que l'information concernant les jeux-vidéos «n'était pas suffisamment importante» pour figurer dans sa couverture.

Sur ce, l'avocat des familles des victimes envoya une lettre à Bill Gates, lui demandant de suspendre la distribution de *Counterstrike*, dont Microsoft publie une version pour sa Xbox. «Mr. Gates, votre société est potentiellement responsable juridiquement des dégâts commis à Virginia Tech. Selon les informations présentées dans le *Washington Post*, votre jeu, qui simule le meurtre, a entraîné [le tueur] à tuer et à prendre du plaisir à tuer. Vous savez qu'il y a cinq ans, votre jeu en ligne, *Counterstrike*, a si clairement joué un rôle dans le massacre commis par un élève à Erfurt [en Allemagne] que cet événement et le jeu ont eu un impact sur la campagne pour la chancellerie allemande à l'époque. Pourtant, cinq ans après Erfurt, il se trouve que vous commercialisez toujours *Counterstrike*, n'ayant rien fait pour désactiver le serveur (ou les serveurs) de ce simulateur de tuerie, et il semblerait que Virginia Tech en soit une conséquence. Mr. Gates, retirez *Counterstrike* dès aujourd'hui, ou faut-il plus de morts pour vous en convaincre ?»

Il n'en fallait pas plus pour que la chaîne *MSNBC* (MS pour Microsoft) se lance dans la défense des jeux-vidéos, tout en s'efforçant de discréditer Jack Thompson.

On comprend mieux la position de Microsoft à la lumière d'un événement intervenu le 30 octobre 1995, baptisé le «Jour du jugement de Microsoft». Des dirigeants de l'industrie des jeux-vidéos étaient



Counterstrike est un jeu vidéo extrêmement violent dont l'interdiction est réclamée par les familles des victimes.

invités au QG de cette société pour présenter leurs propres versions d'un *happening*. Y participait, entre autres, id Software, le producteur de *Doom*, qui en visionna une version (encore disponible sur www.reels-platter.com/doommedia.html).

Sur cette vidéo, des hommes monstres sont abattus l'un après l'autre. Ensuite, on voit que c'est Bill Gates lui-même, habillé d'un long manteau noir, qui tire avec un grand fusil. Il parle aux spectateurs de la manière dont le nouveau Windows 95 va révolutionner le réalisme des jeux comme *Doom*. Lorsqu'un homme monstre s'approche de lui, il l'abat de sang-froid. A la fin, Gates s'éloigne avec son arme, l'écran devient noir avec des traces de sang et le slogan final apparaît : «Microsoft : qui voulez-vous exécuter aujourd'hui ?».

AUTRES RAPPELS

Le 1^{er} décembre 1997, Michael Carneal, 14 ans, tuait trois jeunes filles dans son lycée de Paducah, dans le Kentucky. Grâce à *Doom*, il s'était entraîné à tirer sur des gens sans flancher et sans les rater. Au nom des familles des victimes, Jack Thompson porta plainte contre les producteurs du jeu.

Le 20 avril 1999, Eric Harris et Dylan Klebold tuaient douze autres lycéens et un professeur à Littleton. Harris était «accro» à *Doom*. Il avait personnalisé son édition du jeu en vue de préparer le massacre au lycée.

Suite au carnage à Virginie Tech le 16 avril 2007, l'organisation officielle chargée du lobby pour l'industrie des jeux-vidéos, l'Electronic Software Association, tenta de mobiliser les entreprises de simulateurs de meurtre pour répondre à la colère populaire. Mais l'association était en plein désarroi. Son président depuis le début des années 1990, Douglas Lowenstein, venait de démissionner en février pour devenir président du Private Equity Council, une association regroupant les plus importants fonds d'investissement privés aux Etats-Unis, ceux-là mêmes qui détruisent l'économie productive et s'investissent de plus en plus dans les jeux vidéos.

Le PDG de cette même association de logiciels, Robert Bach, dirige aussi la division Xbox de Microsoft, qui veut connecter des centaines de millions de joueurs à travers le monde autour de jeux comme *Counterstrike*.

En fait, comme nous l'avions rapporté à l'époque, la collaboration entre l'Institut des technologies créatives de l'Armée américaine et Hollywood remonte à une conférence de 1997 parrainée par le département de la Défense et présidée par Michael Zyda. Il est vrai que dans un monde de guerre permanente, celui de Dick Cheney, le divertissement, c'est la guerre.

L'effet pathologique des jeux vidéos violents

Dans notre numéro du 17 mai 2002, nous avons publié une interview avec le professeur David Grossman, auteur du livre *Stop Teaching Our Kids to Kill (Cessez d'apprendre à nos enfants à tuer)*. Nous en reproduisons un extrait.

M. Grossman, pourriez-vous d'abord nous dire quelques mots sur votre travail et votre expertise ?

J'enseigne des cours de formation au FBI, aux Forces spéciales, j'enseigne aux Marines et aux officiers de différentes polices à l'échelle nationale ainsi qu'à l'étranger.

Mon travail consiste à étudier l'acte de tuer. Si on prend un jeune soldat de 18 ans, sain de corps et d'esprit, ou encore un policier de 22 ans -- comment les rendre capables de presser la détente ? Nous utilisons un mécanisme qui transforme l'acte de tuer en réflexe conditionné : stimulus-réponse, stimulus-réponse, etc. Puis, à l'heure de vérité, lorsqu'ils se retrouvent en présence du stimulus, ils tirent -- sans y réfléchir consciemment.

En effet, si l'on réfléchit vraiment à la portée de l'acte qu'on accomplit en tirant -- à ce qu'est réellement un être vivant, qui pense et éprouve des sentiments -- c'est très difficile d'appuyer sur la gâchette. On doit se détacher complètement du caractère humain de la personne à abattre, pour en faire une simple cible. Et le meilleur mécanisme que nous ayons trouvé pour y arriver, c'est le simulateur de tir. Au lieu d'utiliser des cibles circulaires à mouche, comme nous le faisons pendant la Deuxième Guerre mondiale, nous sommes passés à des silhouettes humaines en carton afin de développer ce réflexe.

Or, ce système utilisé par l'armée et la police, avec des stricts garde-fous et de manière disciplinée, est maintenant à la disposition de nos enfants - sans le moindre contrôle -- sous forme de jeux vidéo violents. (...)

Pour résumer, ceux qui jouent pour la première fois, lorsqu'ils sont censés tuer quelqu'un, s'arrêtent d'abord pour réfléchir. Il s'agit d'un effort conscient de la pensée. En revanche, chez ceux qui ont beaucoup joué et sont très performants, il n'y a pas de pensée consciente. C'est seulement le tronc cérébral du cerveau qui est actif, on fait l'économie de la conscience.

On a besoin de trois facteurs pour tuer : l'arme, la compétence technique et la volonté. Sur les trois, les jeux-vidéos en fournissent deux - les deux derniers. Les armes, quant à elles, sont là depuis très longtemps. (...) Le facteur nouveau, c'est que, tandis que nous réduisons la quantité d'armes - nous l'avons beaucoup réduite - nous avons une fréquence de massacres sans précédent dans l'histoire humaine.

Pour ce qui est des jeux vidéos violents, il y a des centaines de milliers d'enfants - peut-être des millions - qui s'entraînent avidement (...). Ils regardent les films, ils utilisent les jeux. *Counterstrike* est un jeu intéressant. Laissez-moi vous citer quelques aspects qui le rendent particulièrement attirant. D'abord, on doit se répartir en deux groupes. On peut choisir l'équipe des terroristes ou celle qui les chasse. On se trouve alors activement engagé dans le jeu. Ceux qui jouent les terroristes tuent des innocents et, en retour, ils reçoivent des points. Ce n'est pas les «bons» qui gagnent, mais ceux qui tuent des innocents.

En outre, *Counterstrike* a des règles complexes qui récompensent fortement le tir en pleine tête. Voyez-vous, si vous frappez l'ennemi au torse, la probabilité qu'il en meurt est de 15, 20 ou 30 % alors que si vous l'atteignez à la tête, cette probabilité atteint 90 %. Dans ce jeu, on s'entraîne à réaliser des doublés à la tête, bang-bang, bang-bang, ou même trois, quatre ou cinq tirs. C'est un jeu très réaliste, les têtes éclatent, les corps tombent, agités de convulsions, avant de mourir. (...)



David Grossman